

6.4 Le Comité recommande que le ministre de l'Environnement se voie confier la responsabilité et les pouvoirs d'élaborer des politiques, des programmes et des règlements qui couvrent tout l'éventail des activités du gouvernement fédéral, comme le fait le ministre des Finances en ce qui a trait aux questions financières et économiques, et que le ministre de l'Environnement fasse annuellement rapport au Parlement sur les répercussions environnementales de toutes les activités fédérales. (Recommandation provisoire n° 15)

6.5 Le Comité recommande que le vérificateur général, en collaboration avec les ministères de l'Environnement et des Finances, crée un service de vérification pour s'assurer que tous les ministères et organismes fédéraux ont mis en oeuvre des systèmes d'évaluation des répercussions sur l'environnement, et pour contrôler l'efficacité des programmes en matière d'environnement. Le vérificateur général serait tout particulièrement chargé d'évaluer dans quelle mesure les ministères et organismes fédéraux se fixent des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et atteignent ces objectifs. (Recommandation provisoire n° 16)

6.6 La stratégie d'action nationale contre le réchauffement est en voie d'élaboration à l'échelle fédérale—provinciale. Pour qu'elle réussisse cependant, il faudra pouvoir compter sur les municipalités, les entreprises, les simples particuliers, tout autant que sur les paliers supérieurs. Mais, cela ne suffira peut-être pas.

6.7 Afin de mettre en branle une offensive générale pour enrayer le réchauffement, une politique énergétique à long terme doit former l'encadrement de toutes les initiatives indispensables. Cette politique mettrait l'accent sur l'efficacité énergétique dans différents domaines (transports, bâtiments, production d'électricité, agriculture, fabrication et production) ainsi que sur les sources de remplacement ou renouvelables. En outre, cette politique devrait aussi s'assurer que toutes les politiques et actions gouvernementales—taxation, développement régional, forêt, aide étrangère, commerce, agriculture, etc.—sont coordonnées vers un seul but réduire : les émissions de gaz à effet de serre (surtout le CO₂) et ralentir le rythme du réchauffement.

«Il n'y a pas seulement les tyrans et leurs blindés qui menacent le monde. Le danger peut être plus insidieux, moins palpable. Le réchauffement de la planète est encore imprécis, mais il est assez près de nous pour nous inciter à changer nos attitudes pour assurer la survie des générations futures.»

—Margaret Thatcher, premier ministre du Royaume-Uni, Genève, le 6 novembre 1990.